Discours du Président du CESE, Patrick Bernasconi - 2 mars 2018



INTERNATIONAL PUBLIÉE LE 02/03/2018

"L'avenir de la démocratie en Europe", Athènes
Monsieur le Président du comité économique et social européen, cher Georges DASSIS
Monsieur le Président du Conseil économique et social de Grèce
Monsieur le Président de séance, cher Luca JAHIER
Mesdames et Messieurs les conseillers
Mesdames, Messieurs

Merci avant tout de m'avoir invité à m'exprimer devant vous dans le cadre de cette réflexion collective sur « l'avenir de la démocratie en Europe ». Mais puisqu'il est aussi question de célébrer un homme, permettez-moi en premier lieu d'apporter ma contribution à l'hommage qui lui est ici rendu. Contribution qui prendra la forme de quelques mots personnels à l'adresse de celui qui depuis maintenant trois ans préside aux destinées du Comité économique et social européen. Et s'apprête à passer le relais. Je voudrais dire devant vous tous à Georges DASSIS mon amitié et lui témoigner mon respect.

J'avais été particulièrement touché quand quelques semaines seulement après mon élection, il m'avait invité à venir m'exprimer à Bruxelles, c'était au printemps 2016, devant le Comité économique et social européen. Il sait mon attachement à l'Europe, que j'ai placée au centre des priorités de ma mandature. Il sait que je partage les préoccupations qui ont toujours été les siennes, sa sensibilité humaniste, son engagement au service du syndicalisme, l'ambition sociale qu'il a toujours nourrie pour l'Europe, l'avenir dont il a toujours rêvé pour les jeunes européens. Il l'a parfois confié : la solidarité dont lui avaient témoigné des camarades belges, français, allemands, italiens, scandinaves à l'heure où, en exil, il résistait contre la dictature dans son pays est à l'origine de cette intuition qui a toujours été la sienne. L'intuition si juste que l'Europe ne pouvait et ne pourra se faire sans les européens.
Qu'il soit ici très sincèrement remercié pour son action, pour son courage, pour la permanence et la force de ses convictions. Et pour l'attention qu'il a toujours su porter à tous les européens.

Je veux d'autant plus mettre cette attention en évidence qu'elle me semble au cœur des réflexions que nous devons avoir aujourd'hui.

Vous me permettrez d'exprimer ici le point de vue du président du Conseil économique, social et environnemental français, loin des thèses sans doute très intéressantes des experts en sciences politiques, loin des éternelles controverses théoriques, loin de ce débat sans fin entre ceux qui croient au fédéralisme -- ou à son instillation dans les institutions européennes -- et ceux qui n'y croient pas et n'y voient qu'abandon ou perte de souveraineté sans d'ailleurs beaucoup de nuances ou de propositions alternatives. Le débat étant encore compliqué du fait que certains considèrent les institutions européennes comme les instruments d'une réglementation excessive et d'autres comme les outils d'une déréglementation abusive… Ce qui n'aide évidemment pas à rapprocher les avis ni à harmoniser les points de vue. J'ai tendance à penser pour ma part que les institutions de façon générale -- et les institutions européennes ne font pas exception -- loin d'être une sorte de création spontanée, sont avant tout ce que les hommes veulent qu'elles soient. En fonction de l'intérêt commun, elles se doivent d'être évolutives et s'adapter le plus harmonieusement possible en gardant surtout en tête les intérêts communs d'une collectivité diverse.

Prenons donc garde aux constructions intellectuelles. Aux aprioris théoriques. Aux conclusions rapides. Préférons-leur la mesure précise et le bon sens concret des entrepreneurs. L'Europe est vivante et en formation continue. En construction permanente. Et les échanges qui sont les nôtres doivent participer de façon pragmatique à l'adaptation de son architecture.

Il est ainsi par exemple parfaitement envisageable qu'un peu de fédéralisme s'impose au niveau budgétaire pour le grand bien de l'Europe et que cette initiative soit d'abord le fait d'une avant-garde de pays en attendant que d'autres les rejoignent. C'était l'idée de Jacques DELORS, cela semble aujourd'hui également inspirer le Président MACRON. Et il ne m'apparaît pas pour autant dans les intentions de ces deux éminentes personnalités de brader la souveraineté de quiconque. J'ose imaginer qu'ils ne poursuivent au contraire que de louables objectifs. D'autant qu'une dose de fédéralisme ne signifie pas pour autant un pouvoir illimité immédiatement transféré à un pouvoir central. Préservons-nous des caricatures. Evitons de nous faire peur inutilement.

Le bon sens et la mesure que j'évoquais à l'instant s'imposent plus que jamais. Parler de souveraineté européenne, ce n'est pas nécessairement mettre les souverainetés nationales sous le boisseau. C'est avant tout proposer aux Etats de l'Union de mieux protéger leurs peuples en faisant bloc ou en s'organisant mieux face à un environnement international parfois menaçant qu'une Europe fragile et désunie arrangerait bien davantage. N'ayons donc pas la pensée immobile. La marche parfois chaotique du monde, l'apparition de nouveaux dangers ou appétits à l'Est comme à l'Ouest exigent peut-être que l'Europe ne se perde pas dans des débats sur le sexe des institutions. Loin peut être de la science politique, que je respecte, il y a la science des hommes que je respecte encore davantage. Elle me semble plus concrète.

Vous l'avez compris, ce n'est ni en dogmatique ni en politique que je souhaite intervenir devant vous. Je suis un chef d'entreprise de formation, un homme d'équipe, ex responsable d'une organisation patronale, président aujourd'hui d'une assemblée qui est celle de la société civile organisée. Et à ce titre permettez-moi de préférer parler des européens que des institutions. Précisément parce que la solution, c'est d'abord là qu'à mon sens elle se trouve. L'Europe économique, financière, monétaire, technocratique, lointaine, insuffisamment sociale, cette Europe là existe et il ne suffit pas d'en contester les abus ou les faiblesses. Cette Europe là, elle n'est pas suffisamment celle de l'intervention citoyenne, du débat public ou du dialogue entre les nations qui la composent.

Nous semblons avoir oublié un point essentiel : nos propres nations ne sont pas nées de l'existence d'un marché. Elles sont nées de projets communs qui n'avaient rien de commerciaux. D'idéaux que résumaient bien les mots de démocratie, de république, de paix, de liberté ou de solidarité. L'Europe n'est pas encore suffisamment ce projet-là dans les esprits. Elle n'est pas encore une construction populaire. Misons sur l'Europe sociale, sur la démocratie participative, sur l'idée de solidarité et de service rendu. Mobilisons les sociétés civiles au lieu de nous enfermer dans des logiques d'Etat. Elargissons les souverainetés partagées tout en conservant le principe d'une subsidiarité légitime. Prenons les bonnes mesures, faisons les bons transferts, soyons à l'écoute de ce que nous disent en commun nos sociétés organisées.

Pour que vive l'Europe, pour qu'elle continue de se construire, elle doit en effet prioritairement recueillir l'assentiment des peuples, elle doit être vécue comme la maison des nations, de tous les peuples qui la composent. Et son action doit être comprise, approuvée. Pour que l'Europe puisse faire le bien, il faut que les européens aient tout d'abord envie de se l'approprier. Et pour qu'ils aient envie de se l'approprier, il faut qu'ils aient clairement l'impression qu'elle leur fait du bien, qu'elle les aide, les comprend, qu'elle est proche d'eux. En d'autres termes, qu'elle les représente. Je le dis avec d'autant plus de force que c'est précisément l'une des missions de nos Conseils économiques et sociaux : faire entendre la voix de nos société, faire connaître les souhaits de changements, faire savoir les conditions et les limites d'une réforme ou le degré d'acceptabilité de celle-ci.

Je vous renvoie à titre d'illustration à l'avis rendu par le CESE sur les travailleurs détachés à l'automne 2015, à l'avis sur le socle des droits sociaux en Europe rendu en décembre 2016, ou à la résolution sur le livre blanc de la Commission sur l'avenir de l'Europe, dont j'avais eu l'honneur d'être le rapporteur en juin dernier.

Redonner à l'Europe son énergie, son crédit, lui apporter une légitimité nouvelle, tout cela passera j'en suis persuadé par la prise en compte de l'expression des européens. Et à cet égard, je ne peux que me réjouir de ces « Consultations citoyennes » dont la France a proposé la tenue dans les différents pays membres de la communauté. Ces consultations nous permettront tout à la fois de prendre le pouls de nos concitoyens européens, d'entendre leurs souhaits, leurs doléances, leurs priorités mais surtout de donner à ces citoyens la place qui leur revient et que l'Europe a sans doute trop souvent négligée : c'est à dire la première. Ce n'est pas un problème d'intention ou de structure. C'est un problème de fonctionnement. Malgré les efforts et même si Bruxelles se doit de faire les consultations les plus larges possibles avant de proposer une initiative législative, même si l'Europe est présente dans chaque pays au travers de ses représentations, même si les centres d'information existent et sont supposés organiser le dialogue avec les citoyens des pays de l'Union… Le constat est que cela ne suffit pas. Parce que les vocations se sont aussi émoussées et la foi européenne diluée. Un peu perdues de vue, les motivations de ceux qui ont jeté les bases de l'Europe il y a 60 ans.

Certains d'entre vous le confient d'ailleurs aujourd'hui : on vient faire carrière à Bruxelles… Comme on le ferait dans une fonction publique ou dans une administration politique. L'Europe a perdu de vue les Européens. Elle a même parfois fini par les ignorer ou, quand ils se rebellaient dans l'isoloir, par tenter de leur faire abjurer leur audace en les faisant re-voter… Nous avons perdu les européens en leur renvoyant les images d'une Europe tatillonne, réglementaire, mesurant la taille des fruits et des légumes, d'une Europe qui interdit plus qu'elle n'autorise sans savoir mettre en avant ce que l'Europe a permis, construit et que personne ne semble reconnaître.
Quant au Parlement de Strasbourg (je le dis en présence de Madame Cecilia WIKSTRÖM, qui s'exprimait avant moi), il n'a jamais véritablement eu la place qui lui serait revenue dans un système national.

Vous l'avez compris… Je pense que l'Europe a trop longtemps souffert d'un déficit de société civile. D'un déficit d'expression de cette société civile qui sur de nombreux sujets pourrait contribuer à la réussite de ce que les politiques et les technocrates ne sont pas parvenus à imposer. A mon sens rien ne devrait pouvoir se faire sans elle, rien ne pourra se faire sans elle.

Et je dis cela à Athènes qui n'est pas un lieu neutre dès lors que l'on parle de démocratie, puisque l'histoire en a fait le berceau. Une autre Europe est possible. Soyons en persuadés. Mais nous n'en tracerons pas les contours devant un tableau noir ou une page blanche en cherchant sa formule ou son théorème comme un ingénieur chimiste ou un politologue. Nous le ferons sans doute davantage avec ces sociétés civiles organisées dont nous sommes les représentants, ces sociétés qui sont sans doute les meilleurs indicateurs des souhaits et des besoins, les meilleurs indicateurs de la réalité et de la vie. Ce sont ces ressorts là qu'il faut faire bouger. Ce sont ces mécanismes finalement simples qu'il faut utiliser. Sans attendre.

«Les hommes, avait coutume de dire Jean MONNET, n'acceptent le changement que dans la nécessité et ne voient la nécessité que dans la crise.»

Peut-être serions-nous bien inspirés pour une fois, de faire mentir l'un des pères fondateurs de notre Europe.

Je vous remercie de votre attention.

© - copyright CESE - Novembre 2026